

Démocratie à rebâtir



MICHEL WINOCK
HISTORIEN

Sigmund Freud, au cours de son séjour à Paris à la fin du XIX^e siècle, disait son étonnement sur les Français : « C'est le peuple des épidémies psychiques, des convulsions historiques de masse et il n'a pas changé depuis Notre Dame de Paris de Victor Hugo. » Les samedis jaunes fluo qui n'en finissent pas, traînant avec eux violence, destruction et dégâts économiques, paraissent démontrer la continuité de ces « fièvres hexagonales ».

Les relations entre l'État et la société civile sont caractérisées par une double faiblesse. D'un côté un État centralisé depuis la monarchie absolue, une administration jalouse de ses prérogatives, de sa hiérarchie, de ses corps constitués, éloignée des citoyens, des électeurs, sans lesquels on tranche de tout. L'ENA (École nationale d'administration), d'où sortent la majorité de nos gouvernants et hauts fonctionnaires, a encouragé l'illusion de l'omniscience étatique et constitué une oligarchie technocratique.

En face, une société civile qui n'a jamais su s'organiser, une concurrence de syndicats prompts à la surenchère à cause de leur faiblesse même : la France est un des pays où le taux de syndicalisation est parmi les plus faibles d'Europe. La négociation, quand elle a lieu, se résume à la question : qui va gagner ? Elle se termine par une double amertume, celle des gouvernants d'avoir trop cédé, et celle des protestataires, de n'avoir reçu « que des miettes ». La culture du compromis n'est pas française.

Dans la crise des gilets jaunes, nous n'avons plus à faire à un mouvement social aux exigences précises, mais à une nébuleuse de demandes souvent hétéroclites, tant la révolte manque d'unité et se révèle dans l'impossibilité de mandater des porte-parole. Les gilets jaunes qui étaient prêts au dialogue se sont vus menacés de mort sur les réseaux sociaux. Un comble ! La démocratie n'existe ni au sommet de l'État ni au niveau de la protestation, trop hétérogène pour identifier ses buts.

On a entendu, à plusieurs reprises, un slogan martial : « Nous irons jusqu'au bout ! » Mais au bout de

quoi ? Le seul slogan des manifestants à faire l'unanimité a été d'en appeler à la démission d'Emmanuel Macron. Comme si, par la magie d'une nouvelle élection présidentielle, tous les problèmes sociaux du pays devaient être résolus.

Un fait nouveau, depuis 2017, a aggravé les rapports entre le gouvernement et la société civile : la fin — provisoire sans doute — de l'opposition. Dans un régime représentatif et démocratique, l'opposition a une fonction indispensable. Elle est là pour contrôler et surveiller le gouvernement, mais aussi pour canaliser et synthétiser les désaccords et les revendications des électeurs.

Or depuis l'élection présidentielle de 2017 et l'effondrement des partis traditionnels, l'opposition est pulvérisée : nous avons une droite LR (Les Républicains), une extrême droite Rassemblement national (ex-FN), une gauche socialiste, une extrême gauche multiple dominée par la France insoumise (LFI). Tout cela ne fait pas une opposition, c'est-à-dire une force politique porteuse d'avenir, de renouvellement, d'espoir. C'est à la fois la chance et la faiblesse d'Emmanuel Ma-

cron et d'Édouard Philippe. La chance, parce qu'ils ont apparemment les mains libres, mais aussi la faiblesse parce qu'ils n'ont pas d'interlocuteur fiable et représentatif, avec lequel ils pourraient discuter et signer des compromis.

La démocratie en France a sérieusement besoin d'une réforme institutionnelle. Un impératif majeur devrait l'inspirer : réduire le fossé entre « ceux qui nous gouvernent » et ce qu'il est convenu d'appeler le « peuple souve-

rain ». Tout se passe comme si une classe politique s'était constituée à part, dans laquelle l'absence de représentation des classes populaires, les plus nombreuses, est criante. Cette représentation, on comprend bien qu'elle ne peut être parfaite ; mais du moins peut-on l'élargir et la rendre plus proche de la réalité sociologique.

La réflexion sur le mode de scrutin pourrait y contribuer. Au-delà, la participation des citoyens à l'élaboration des grandes décisions est un vœu général. Les procédures techniques sont connues, souvent éprouvées dans les pays étrangers : le référendum d'initiative populaire ou citoyenne, dont on commence à reparler, est une autre voie à suivre. En tout cas, notre démocratie a besoin d'air frais.

La chronique du samedi reprendra le 12 janvier

**La démocratie
n'existe ni au
sommet de
l'État, ni au sein
du mouvement
protestataire
trop hétérogène**